

Hongrie: enquête sur un pays reclus dans sa névrose nationale

PAR ANTOINE PERRAUD
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 4 AVRIL 2014

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

La Hongrie enrage. Démembrée en 1920, ultime associée de Hitler livrée à Moscou en 1945, réprimée en 1956, bien placée en 1989, mais défaillante aujourd'hui. Recrue minorée d'une Europe fourbue, le pays verse, à la veille des législatives du 6 avril, dans le populisme hallucinatoire de Viktor Orbán. Vérification sur place...

De notre envoyé spécial à Budapest

Métropole hypertrophiée d'un moignon d'empire, Budapest souffre de vague à l'âme géopolitique. Aucune ville au monde ne semble ainsi flotter dans de trop grands habits urbains. Les souvenirs tiennent lieu de présent, à chaque coin de rue. « *Nous n'avons pas su tourner la page* », reconnaît **Balázs Weyer**, qui enseigne le journalisme et l'éthique de l'information à l'université de Pécs. Quelle page ? Celle du post-communisme, qui a vu les héritiers du régime anéanti en 1989 gouverner le pays de 1994 à 1998, puis de 2002 à 2010 ? La page du socialisme (1947-1989) ? Le proto-fascisme puis le nazisme assumé du "régent" Horthy (1920-1944) ? L'empire des Habsbourg, dont la fin aboutit au dépeçage de la Hongrie (deux tiers de territoires perdus lors du traité de Trianon en 1920) ? Ou encore le printemps des peuples de 1848, réprimé ici avec une sauvagerie singulière par les forces austro-russes ?

Ce pays en déclin démographique, passé sous le seuil des 10 millions d'habitants, est-il à l'ouest ou à l'est ? « *Nous ne nous comparons jamais à l'Ukraine, toujours à l'Autriche* », sourit Balázs Weyer. Se veut-il religieux ou laïque ? Adhère-t-il à l'Europe ou la vomit-il ? Reconnaît-il encore sa droite de sa gauche ? Veut-il inclure les Hongrois dispersés hors des frontières tout en excluant les minorités vivant à l'intérieur ? Jusqu'où mènera-t-il de front le passé mythologique et le présent peuplé de boucs émissaires ? Qu'est-ce qui fait encore communauté ?

Le "hic" national hongrois saute aux yeux à l'occasion des élections législatives du 6 avril. Les affiches électorales du parti majoritaire – et qui entend le rester –, le Fidesz (formation populiste à la dénomination avenante : « Alliance des jeunes démocrates »), se superposent aux effigies des héros du cru. Ces statues de vieilles gloires auxquelles se raccroche un pays comme brisé depuis un siècle. « *Les marges de manœuvre politiques ont été longtemps si restreintes, que la société hongroise fut profondément littéraire et musicale, se choisissant des personnalités culturelles en guise d'incarnations, qui paraissent aujourd'hui encore nous hanter* », analyse l'historienne **Eszter Balázs**.

À deux pas du Danube, façade imposante, cour intérieure aux proportions monumentales, appartement cyclopéen. Une jeune pousse électronique y fait son miel : **444.hu** est un site d'informations apparu au printemps 2013, avec un mélange d'agressivité commerciale et d'exigence démocratique. Le journaliste **Péter Magyar** y fait figure de vétéran, pour avoir travaillé six ans à **Index.hu**, parages virtuels plus établis.

Même en ce temple de la modernité, il n'y a pas moyen de sortir de l'Histoire dans laquelle la Hongrie s'engluie voire se complaît : « *La principale division politique ne va pas chercher plus loin que la réponse à cette question : "Vous et votre famille viviez-vous mieux ou moins bien du temps du communisme ?" Mais le premier ministre, Viktor Orbán, joue sur l'inconscient collectif hongrois marqué par une mémoire de la haine. Bien qu'il n'y ait aucun parallèle possible, Orbán se présente en combattant de la liberté réactivant les traumatismes de 1956, comme si l'Europe de Bruxelles était prête à nous mater ainsi que le firent alors les Soviétiques avec leurs chars ! Or nous sommes dans une nouvelle histoire. Nous avons des batailles économiques à gagner, mais pas de cet ordre ! Impossible, pourtant, de se situer ici par rapport à des enjeux politiques, économiques ou sociaux, tant pèse sur nous une sorte d'héritage culturel... »*

La division entre la droite et la gauche, de plus en plus floue désormais en Europe occidentale, s'avère inopérante et quasiment absurde en Hongrie, tout comme dans les anciennes démocraties populaires du Vieux Continent. *«Les socialistes, héritiers de l'ancien régime communiste, rappelle Péter Magyar, sont devenus les partisans du capitalisme effréné, à la manière chinoise ou russe. Au pouvoir de 1994 à 1998, ils ont coupé dans les salaires et les mesures sociales au nom de l'intégration européenne, permettant à Viktor Orbán de prendre le contre-pied et de se poser en protecteur, en rempart contre le marché. Ce qui peut sembler paradoxal pour un libéral de droite, même mâtiné de populisme.»*

L'économiste Iván Major a le regard aigu et le sourire fané des sexagénaires qui perdent mais ne se rendent pas. À la fin des années 1980, alors que le régime s'écroulait, il fit partie de ceux qui fondèrent, dans l'appartement de **Lazlo Rajk**, l'Alliance des démocrates libres (**Szdsz**). Cette petite formation aux idées avancées (en faveur des femmes et des minorités notamment) fut d'abord animée par des esprits respectables (le philosophe **Janos Kis** en particulier), avant de verser dans les délices et les poisons du pouvoir.

Iván Major regrette les erreurs politiques commises : *« Nous nous sommes alliés avec les anciens communistes, alors que nous n'aurions jamais dû participer à leur gouvernement. Nous pensons qu'il ne peut pas y avoir de démocratie sans capitalisme. Nous avons surtout vu qu'il peut y avoir un capitalisme sans démocratie. Nous avons été incapables d'expliquer la voie que nous souhaitons. La fin du Comecon fut un choc : 40 % du marché hongrois disparaissait. Dans un pays où chacun était censé avoir un travail, même si cela confinait au chômage déguisé, l'emploi a disparu. Des secteurs de l'économie ont été vendus à des compagnies étrangères, dans une précipitation qui favorisa le pillage et la corruption. Nous avons participé à un gouvernement dupe, obtus et menteur, au lieu de tenter de mettre sur pied une économie sociale de marché à la scandinave.»*

« Lost in Transition ? »

György Granasztói, conseiller spécial du premier ministre Viktor Orbán, cultive à 76 ans trois prérogatives, en plus d'un parfait usage de la langue française : l'élégance patricienne du bourgeois de vieille souche – veste en tweed et cravate à toute épreuve –, l'aisance du professeur d'histoire dubitatif sur la période contemporaine – *«après 1914, cela devient de la politique»* –, l'habileté rhétorique du diplomate – il représenta la Hongrie à Bruxelles, auprès de l'Europe et de l'Otan, de 1990 à 1994, au service de son ami József Antall, premier chef du gouvernement de l'après-communisme, mort en fonction, d'un cancer, en décembre 1993.

György Granasztói donne rendez-vous au Café central, un lieu sombre et haut de plafond : *« L'établissement était devenu le club des travailleurs du métro durant la période communiste »*, précise-t-il avec la moue qui sied. Le parti socialiste ouvrier hongrois revendiquait 800 000 encartés avant de disparaître en octobre 1989. Son ombre discrédite à jamais toute force de progrès dans le pays, selon notre interlocuteur.

À ses yeux, le vieux clivage droite-gauche, encore déterminant à la fin de la Seconde Guerre mondiale, s'est évanoui : *« Tandis que le marxisme s'effondrait, nous arrivait, par l'intermédiaire de George Soros, un libéralisme à l'américaine, sans racines hongroises ni même européennes. Tout était à reconstruire. La gauche s'est avérée un chantier impossible, comme en témoignent l'échec, puis la disparition, du Szdsz, petite chapelle d'intellectuels désillusionnés, jamais en rupture avec le marxisme, qu'ils entendaient régénérer, à l'instar de Janos Kis, qui faisait partie de "la crèche Lukács". »*

Né en 1975, l'historien **Gabor Egry** a quasiment la moitié de l'âge de György Granasztói. Il a publié, dans l'organe théorique du PS à Paris, *La Revue socialiste*, en 2009, un article des plus intelligents : *« Lost in Transition ? La crise de la social-démocratie hongroise »*. Il a fixé rendez-vous sur la place de la Liberté (Szabadság tér), lieu symptomatique de Budapest. À cet emplacement, alors loti par une

gigantesque caserne, fut exécuté en octobre 1849 Lajos Batthyány, le premier chef de gouvernement hongrois hissé à ce poste par la révolution de 1848.

La place est également occupée par le Mémorial soviétique, l'un des rares monuments de l'ère socialiste à n'avoir pas été entreposé au **Memento Park**, où croupit le rebut propre à la République populaire. Szabadság tér abrite également le siège décrépit de la télévision publique hongroise, ainsi que l'ambassade américaine et une récente statue de Ronald Reagan...

Gabor Egry écrivait, voilà cinq ans, à propos des dirigeants issus de la gauche qui dirigèrent la Hongrie de 1994 à 1998, puis de 2002 à 2010 : « *Ils ne furent capables ni de gagner le nécessaire soutien du peuple en faveur d'inévitables mesures d'austérité, ni d'être suffisamment forts pour contraindre l'élite économique d'accepter un minimum de solidarité avec les personnes les plus touchées par la crise.* » Aujourd'hui, Gabor Egry ne distingue plus qu'une petite phalange intellectuelle dans un désert progressiste : « *Les structures et les vecteurs traditionnels de socialisation ont disparu. Les syndicats sont d'une faiblesse insigne. Les partis politiques, y compris le Fidesz, ne regroupent pas plus de 60 000 membres – dont 15 000, au maximum, pour les socialistes.* »

Sur la Hongrie déboussolée, planerait un ciel bas et lourd. La dernière étude de l'OCDE passée inaperçue en France, ce **Panorama de la société 2014** truffé d'indicateurs sociaux, est cité par tout intellectuel budapestois qui se respecte. Preuve du spleen qui sévit dans ce coin danubien : le taux de suicide y est le plus haut répertorié en Europe. La mélancolie est un outil politique dont use le pouvoir pour maintenir le peuple dans une servilité navrée. Telle était l'analyse, en 1948, du philosophe marxiste Georg Lukacs (***Dans quel but la bourgeoisie a-t-elle besoin du désespoir ?***).

La sociologue **Luca Kristóf** ne prétend pas faire parler les chiffres plus que de raison : « *Je ne crois pas aux caractères nationaux, ni à "l'âme hongroise". Je ne saurais affirmer que nous sommes le pays le*

moins heureux du Vieux Continent. Cependant, la confiance en autrui est ici au plus bas. Aucun cercle, en dehors de la famille, ne trouve grâce aux yeux de la majorité des citoyens, qui se rallie à des liens prémodernes excluant l'État, ses institutions et ses règles. C'est ce que les sociologues anglo-saxons ont appelé le "familialisme amoral", qui structure la société italienne avec la mafia comme forme extrême et criminelle. Les politiciens populistes jouent sur ces caractéristiques pour conquérir et garder le pouvoir. »

Au cours des échanges électroniques préparant cette rencontre, Luca Kristóf a fini par préciser avec humour qu'elle était une femme au journaliste de Mediapart qui lui donnait du « *Sir* », abusé par des signaux onomastiques apparemment masculins ! Nous voilà au *Ruszwurm*, un salon de thé de Buda, dans le quartier du château en plein remue-ménage. Les rues sont dépavées puis repavées, sans aucune nécessité, sinon dépenser les subventions que prodigue l'UE. Ni dupe ni outrée, la sociologue de 34 ans explique, entre le raclement des pelleuses à l'extérieur et le cliquetis des cuillères attaquant les pâtisseries plantureuses à l'intérieur du *Ruszwurm*, ce qui cloche en Hongrie :

« *Règne ici une culture du grief de la part d'une population frustrée, s'estimant offensée par le monde entier et déniait à chacun le droit à la richesse, au succès, ou même au bonheur. L'absence d'une sorte de volontarisme commun souffre de la comparaison avec la Pologne, où le long combat de Solidarité et le rôle de l'Église ont forgé une communauté capable d'agir et de réagir. La Hongrie n'a connu que des soulèvements tragiques suivis d'atomisation et d'indifférence.* »

« Je n'en suis pas encore à ambitionner une guerre civile »

La Hongrie semble noyée, engloutie, alors qu'elle n'a plus d'accès à la mer depuis 1920 – époque où elle se donna, paradoxalement, à un amiral (Miklós Horthy) ... Qui peut encore la positionner ? Le poète **Endre Ady** (1877-1919) **présentait son pays** en vaisseau assurant éternellement la navette entre l'est et l'ouest. Le va-et-vient continue. Hier, haine envers Moscou. Dégout à l'égard de Bruxelles aujourd'hui. Au point de

signer avec Vladimir Poutine, le 14 janvier dernier, en pleine crise ukrainienne, un mirifique – ou horrifique, c’est selon – **contrat nucléaire**.

L’Europe ne récolte que du dépit politique, après une course à l’échalote perdue d’avance, que résumait ainsi l’historien Gabor Egry dans son article de *La Revue socialiste* en 2009 : « *L’élite hongroise, et la société, s’accoutuma à une carte du monde et de l’Europe singulière et perverse dans laquelle seuls comptaient l’Ouest et leur propre pays, les pays voisins étant ravalés à une meute de loups les poursuivant et tentant de les priver de leur place de premier. Les expériences politiques régionales étaient soit rejetées soit prises en exemple à condition qu’elles ne mettent en œuvre que des politiques favorables au marché.* »

Une constante dans le fiasco hongrois, que soulignent les observateurs : l’Union européenne comme l’État y sont appréhendés avec un mélange de défiance et d’attente, comme si ces institutions-guichets n’existaient que pour dispenser des (passe-)droits, sans réclamer le moindre devoir en contrepartie.

Voilà un quart de siècle, lors de la chute du mur de Berlin, commencée en Hongrie où les frontières et leurs barbelés s’ouvrirent avec la bénédiction des autorités communistes réformistes (**voir ici notre reportage photo**), Budapest paraissait avoir une longueur d’avance. Le régime de János Kádár, dans la foulée de la répression de 1956, avait trouvé un *modus vivendi* (le « *socialisme du goulash* ») permettant une économie parallèle et une certaine tolérance, censées faire de la Hongrie « *le baraquement le plus gai du camp socialiste* ».

Le professeur de journalisme Balázs Weyer regrette que les affairistes et non les créateurs de richesses aient raflé la mise : « *La corruption est aujourd’hui normale et acceptée. C’est devenu la règle et non une exception. Le business avec l’État donne l’occasion à chaque gouvernement d’héberger ses figures iconiques du brigandage. La règle de leur libéralité : 70 % versés à la majorité, 30 % consentis à l’opposition ; ce qui permet aux oligarques de retrouver des marchés si les clients minoritaires mais arrosés en conséquence*

parviennent au pouvoir. De telles pratiques nous ont plombés. Nous voilà dépassés par la Pologne, qui a su fleurir plus tard, alors que nous avons éclos prématurément. La Pologne a connu une forme de catharsis avec l’accident d’avion de Smolensk en avril 2010. La Hongrie aurait-elle été capable de tirer profit d’une telle catastrophe ? A-t-elle seulement un Donald Tusk en réserve ? Non ! »

La Hongrie est-elle désorientée au point de se souhaiter un traumatisme rédempteur ? Iván Major, l’économiste ancien cofondateur du Szdsz, s’avoue consterné par la fuite massive de la jeunesse éduquée : « *Un demi-million de personnes sont parties ces trois dernières années. Les médecins, âgés de 35 à 45 ans, s’exilent et, en dépit du tourisme médical des Européens de l’Ouest venant ici se faire implanter des prothèses dentaires, notre système de santé va de mal en pis. Je n’en suis pas encore à ambitionner une guerre civile, mais un choc politique sera nécessaire.* »

La guerre civile tient de l’hyperbole dans la bouche d’Iván Major, qui en ferait les frais parmi les premiers pour être juif. L’antisémitisme progresse en Hongrie. Il est attisé par une formation d’extrême droite avoisinant les 20 % des suffrages, le Jobbik. L’un de ses dirigeants, Marton Gyongyosi, **réclamait en 2012** que fût établi un recensement des juifs « *constituant un risque pour la sécurité nationale* » en ces temps de tension au Proche-Orient. Pour sa part, le Fidesz au pouvoir, dans sa volonté de dédouaner le régime de l’amiral Horthy (1920-1944) afin de mettre uniquement l’accent sur les crimes du communisme, relativise l’antisémitisme d’État et sème la confusion dans l’esprit public ignorant, indécis, ou égaré à ce sujet ; sans oublier **la question des Roms**, paupérisés, parqués, persécutés...

Fourvoiements mémoriels

Le syndrome le plus étonnant des fourvoiements mémoriels hongrois gît au centre de Budapest, sur l’avenue Andrassy, qui abrite l’Opéra. Vous empruntez le deuxième plus ancien métro du monde (après celui de Londres), ouvert en 1896 en présence de l’empereur François-Joseph soi-même. Vous descendez à la station “Vörösmarty utca”. Vous

tombez alors sur un lieu voulu par l'actuel premier ministre, Viktor Orbán, lors de son premier mandat et inauguré un soir de l'an 2002, au cours d'une colossale cérémonie aux flambeaux : la **Maison de la terreur**. Un immeuble aux allures de faire-part de décès.



Le lieu met sur le même plan **croix fléchées** et étoile rouge ; le nazisme (« avec sa guerre des races ») et le communisme (« avec sa guerre des classes »). Il y est essentiellement question des horreurs du “socialisme réel”, même si l'endroit sert, successivement, de quartier général aux tortionnaires hitlériens puis staliniens de Budapest.

Dans une optique macabre et terrifiante de reconstitution (une seule cellule dédiée aux interrogatoires musclés a été conservée), le parcours consiste à jouer sur les indignations et les émotions du visiteur, coincé – il n'y échappe pas, il se sent solidaire des victimes. Ah ! l'ascenseur obligatoire pour descendre, très lentement, jusqu'au sous-sol, en groupe, tandis qu'un écran diffuse le récit glaçant d'une préparation d'exécution, par un supplétif des bourreaux communistes se souvenant de chaque détail sinistre... La Maison de la terreur imite la puissance contestable du musée de l'Holocauste à Washington, qui multiplie les processus d'identification, allant jusqu'à faire traverser la réplique d'un wagon de déportés à son public captif.

La capitale hongroise prétend pourtant, parfois, oublier, en toute frénésie insensée. Ce qui reste du quartier juif est aujourd'hui le siège de libations internationales, dans des bars *up to date*, souvent éphémères et nichés en des lieux promis à la destruction : on vient de Scandinavie ou de Grande-Bretagne, en charter, pour y enterrer sa vie de garçon ! Mais le retour du refoulé s'avère inévitable.

Actuellement, à Budapest, l'attraction touristique la plus courue s'intitule **Claustrophilie**. C'est un jeu d'évasion, pour lequel on réserve des jours à l'avance. Un couple, une famille, un groupe d'amis pourront, contre plusieurs dizaines d'euros, s'y laisser reclure puis tenter de s'échapper. Allégories à vendre, en un pays qui croule sous les symboles !...

Second volet à suivre : la “démocrature” de Viktor Orbán.

À lire, sous l'onglet “Prolonger”, nos principaux articles et billets sur la Hongrie depuis 2009.

Boite noire

Dans un **billet de blog (cliquez ici)**, j'évoque un à-côté de ce reportage : mes retrouvailles, trente-quatre ans après notre rencontre, avec Tibor Fabian, diplomate hongrois né en France en 1930 et parti à 17 ans, fin 1947, construire le socialisme à Budapest. Une telle décision venait de son père, tailleur, communiste, juif, qui s'était, pour des raisons économiques, exilé à Paris dans les années 1920.

Prolonger

Ci-dessous, retrouvez nos principaux articles sur le système Viktor Orbán.

- **Hongrie: Viktor Orbán populiste mais populaire, pourquoi?**
- **Des centaines de milliers de Hongrois sont pris au piège des «prêts en devises»**
- **Le régime hongrois glisse vers l'autoritarisme**
- **L'eurodéputé Rui Tavares: « La France doit se faire entendre sur la crise hongroise »**
- **Hongrie, Roumanie: et si la vraie crise de l'Europe était à l'est ?**
- **La Hongrie dérive, mais l'UMP regarde ailleurs**
- **Le Jobbik : l'extrême droite hongroise**
- **Pourquoi l'Europe est impuissante face à une Hongrie à la dérive**
- **Hongrie à la dérive (1): des campagnes dévastées par la pauvreté**
- **La Hongrie à la dérive (2): l'opposition s'ébroue doucement**
- **Hongrie à la dérive (3): Viktor Orbán est-il fasciste?**

- **Gaspar Miklos Tamas: « La Hongrie d'Orbán est un mélange de Pétain et de Salazar »**
- **Budapest, Hongrie. Le cauchemar xénophobe et antisémite**
- **L'Europe égarée ou le désastre hongrois**
- **Sopron, Hongrie. C'est le pique-nique final !**

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.